

**ARRETE SC/AG/24.05.10/505**  
**Réglementant la circulation et le stationnement pour un déménagement**  
**31 rue Luciano Pavarotti**

**Le Maire de Saint-Avertin,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2212-1 et L2212-2 et suivants,  
**Vu** le Code de la Route, et notamment l'article R417-10,  
**Considérant** la demande pour le déménagement qui doit avoir lieu **le 5 et 6 juin 2024**, au **31 rue Luciano Pavarotti**, effectué par BEAUDART DEMENAGEMENT – 29 rue De Poulainville – 80000 AMIENS, pour le compte de M. PATOUX Eric,  
**Considérant** qu'il convient d'assurer la sécurité du public et le bon déroulement du déménagement,  
**Considérant** l'intérêt général, les dispositions suivantes seront applicables :

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER : STATIONNEMENT**

Le demandeur est autorisé à faire stationner un camion porteur + une remorque de déménagement sur six emplacements au droit du N°31 rue Luciano Pavarotti, aux dates mentionnées ci-dessus.

**Le stationnement de véhicule contrevenant au présent arrêté sera considéré comme gênant au sens du Code de la Route.**

**ARTICLE DEUXIEME : CIRCULATION**

La circulation de tous les véhicules se fera en fonction de l'encombrement de la voirie et la neutralisation des trottoirs par les engins de l'entreprise et sous son entière responsabilité aux dates mentionnées ci-dessus.

La chaussée sera rétrécie et la circulation sera gérée par alternat au moyen de panneaux de signalisation réglementaire ou de feux tricolores.

La circulation des piétons se fera sur le trottoir opposé au chantier.

**ARTICLE TROISIEME : SIGNALISATION**

La signalisation sera mise en place par le demandeur. Les panneaux d'interdiction de stationner devront être mis en place **48 heures avant le déménagement**.

Des panneaux de signalisation devront être mis en place en amont à l'angle de l'avenue du Général de Gaulle et de la rue Apollinaire afin de signaler le camion de déménagement en stationnement.

**ARTICLE QUATRIEME : INFRACTIONS**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par les agents verbalisateurs de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Municipale et poursuivies conformément à la loi.

**ARTICLE CINQUIEME : RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Saint-Avertin dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

**ARTICLE SIXIEME : AMPLIATION**

- Commissariat Central de Police de Tours
- Police Municipale
- Le Pétitionnaire

**Saint-Avertin, le 10 mai 2024,**  
**Le Maire,**  
**Vice-Président de Tours Métropole Val de Loire,**



**Laurent RAYMOND.**